



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 5 AVRIL 1986

N° 344

PRIX : ANTILLES 2F50  
FRANCE 3F

Editorial

## Rentrée parlementaire LA POLITIQUE SPECTACLE

Cette semaine les députés ont fait leur rentrée. Depuis plusieurs jours ils savaient déjà de quelles lois ils devaient discuter. La nouvelle majorité s'est fixée des priorités et Chirac a souhaité que ces sujets ne soient pas traités, débattus et votés par le parlement mais imposés directement, par ordonnances.

Le conseil des ministres a déjà adopté deux projets de lois d'habilitation qui permettent à Chirac de décider par ordonnance sur deux points, le passage au secteur privé d'un certain nombre d'entreprises nationalisées et le rétablissement du scrutin majoritaire à deux tours aux élections.

Le parlement devra voter ces lois d'habilitation.

Pour ce qui concerne la suppression, souhaitée par Chirac, de l'autorisation préalable de licenciement, Mitterrand a déjà annoncé qu'il ne signera pas une telle ordonnance car il s'agit d'« acquis sociaux » ! La déclaration de Mitterrand prête à sourire. Comme s'il ignorait que, lorsque la gauche était au gouvernement, l'obligation préalable de licenciement n'était qu'une formalité qui n'a pas empêché les patrons de licencier des dizaines de milliers de travailleurs.

Dans le commerce et dans le bâtiment on l'a vu. En Martinique et Guadeloupe les licenciements n'ont pas arrêté pendant ces quatre dernières années.

D'autres projets de lois favorables aux patrons sont annoncés par Chirac : une loi fiscale visant à alléger les charges sur les entreprises, une sur les contrats à durée déterminée, le travail à temps partiel, une loi sur la participation.

Le but visé est de donner de nouvelles facilités aux patrons, de leur offrir davantage de crédits de l'Etat, donc de les aider à accroître leurs profits. C'est-à-dire à mieux piller la population. Tout cela ne peut aboutir qu'à aggraver le sort de la population, à augmenter le chômage et mettre, petit à petit, les travailleurs devant une situation de plus en plus instable.

Nous venons de faire l'expérience de cinq ans de gouvernement de gauche, et nous faisons aujourd'hui celle du retour de la droite. Celle-ci a beau tenter de se donner des airs de redresseur de torts, en fait il n'y a pas de rupture entre la politique de la gauche et celle de la droite aujourd'hui.

Ce que la droite fait ouvertement en faveur des patrons, la gauche le faisait en lui donnant un autre nom. La droite donne aujourd'hui de l'argent aux patrons : cela s'appelle « relance » de l'économie ! Quand la gauche en donnait, cela s'appelait « modernisation de notre appareil de production ».

Quant à l'Assemblée Nationale, elle a fait le spectacle avec sa rentrée officielle. Prises de bec, engueulades, les journalistes se sont paraît-il régalez ! Et ils se promettent de s'en payer une tranche pour les sessions à venir ! Mais à part d'être de mauvais amuseurs publics, on voit mal à quoi ils servent, ces députés d'un gouvernement à l'autre. Cela fait penser à un thème courant dans la littérature dite de « science-fiction ». Certains auteurs imaginent que les gouvernements sont remplacés par des doublures qui ne sont que des robots, et que toutes les fonctions administratives sont remplies par des fonctionnaires, la figuration politique étant assurée par des robots. Aujourd'hui, c'est pareil, dans les Etats des grandes puissances. Vous changez un républicain aux Etats Unis, vous mettez un démocrate à la place, rien ne change dans la politique des Etats Unis, ou si peu. Un Chirac remplace un Fabius en attendant de remplacer Mitterrand, en France : là aussi, pas de bouleversement ! C'est la politique spectacle, le pouvoir réel est ailleurs. Pour convaincre les travailleurs de voter massivement pour elle, la gauche disait, « si la droite revient, vous verrez, ça sera plus dur, ça sera un véritable bouleversement ». En réalité, la droite ne peut agir contre les travailleurs qu'en fonction du rapport de force existant. La bourgeoisie, et les gens qui font sa politique, savent bien qu'ils ne peuvent pas attaquer de front ni provoquer la colère de millions d'ouvriers. Alors, ils y vont par petites touches, rognant un peu sur les salaires, faisant un peu plus travailler dans certaines entreprises : utilisant l'argent des contribuables pour redonner du moral aux patrons des grandes et moyennes entreprises.

(Suite page 2)

Martinique :

## CLINIQUE ST PAUL : LA LUTTE A PAYÉ

Après 24 jours de grève, les patrons de la clinique Saint Paul ont dû céder. Les travailleurs qui s'étaient organisés en comité de grève n'ont pas eu satisfaction sur la totalité de leurs revendications, mais ils ont bien plus que ce que les patrons pensaient appliquer. Ils ont arraché 6,5 % soit 375F sur les 500F qu'ils exigeaient au début de la grève. Les 6,5 % seront répartis en deux temps : 3,5 % à compter du 1er mars et le reste à compter du 1er juillet. On est loin des 2,32 % que les patrons voulaient appliquer pour l'année 86.

Le 16 avril, une rencontre est

prévue pour réviser la grille des salaires et la direction s'est engagée à donner des rappels sur tous les salaires qui seraient inférieurs au SMIC.

Avant de signer cet accord, le patron, Lodéon, a voulu imposer aux grévistes le nettoyage de la cour. Elles ont refusé. Et mercredi 26 mars tout était bloqué à l'exception d'une infirmière par étage d'une sage femme et des médecins. Contrainte à réagir, la direction a donc trouvé à ce moment une solution pour signer le protocole avant le nettoyage. Cette solution consistait à signer, en apposant chacune des lettres de sa signature conjointe-

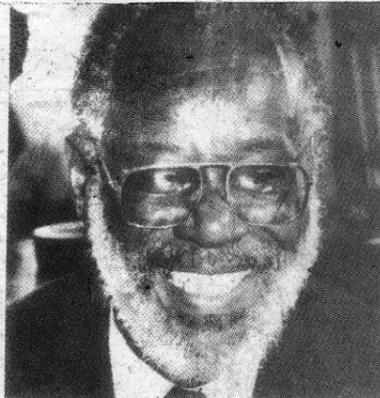
ment au démarrage du nettoyage. Les grévistes ont refusé et ont exigé la signature dans sa totalité laissant le protocole signé, dans le bureau du patron et sous le contrôle de deux grévistes.

C'était là, leur condition pour nettoyer. La direction a accepté. Comme le disait chacun : ténacité, détermination et solidarité du début à la fin du mouvement voilà ce qui a permis au personnel non soignant de la clinique de vaincre, et cela bien que l'autre moitié du personnel n'ait pas cru bon de s'associer. Le jeudi 27, donc le travail a repris pour les non-soignants, à la clinique Saint Paul.

Guadeloupe :

## NOUVELLES DES COMMUNES

BUDGETS DE RIGUEUR, FAILLITES, EMPLOYÉS  
EN COLÈRE, IMPÔTS SUPPLÉMENTAIRES...



(Photo S. Selbonne)

Ces jours-ci sont votés ou devraient être votés les budgets des communes. Beaucoup de scandales ont transpiré à propos de gestions communales.

Si le plus grand scandale a été celui fait autour de Morne-à-l'Eau, la municipalité du Lamentin n'a guère meilleure figure.

Au LAMENTIN, carrément le budget n'a pas été voté par le conseil municipal. Ce sera une commission constituée entre autres par le préfet, le maire Dagonia, l'inspecteur des impôts, qui prendra la décision définitive concernant ce budget.

Que se cache-t-il derrière cela ? Les protestations d'habitants de la commune, celles d'employés de la cantine scolaire, le problème du manque de voitures pour la voirie, celui des routes en mauvais état, laissent supposer des fuites dans la gestion des crédits municipaux.

A GOURBEYRE une action des employés de la cantine a révélé le même type d'abus dans la gestion de la commune. Ces employés qui ne touchaient déjà que 1.300 F à

(Suite page 2)

Après Saman, Dagonia a des ennuis. À qui le tour ?

# NOUVELLES DES COMMUNES

(Suite de la page 1)

1.500 F par mois avaient accepté une diminution de leurs horaires et donc de leurs paies afin de permettre l'embauche de nouveaux travailleurs. A la grande surprise de ces travailleurs, mères de familles nombreuses pour la plupart, les nouveaux embauchés étaient des petits copains du maire, payés sans aucune tâche précise, et qui semblaient là en prévision des dernières élections. Et pendant ce temps les employés de la cantine effectuaient le même travail qu'auparavant mais pour un salaire moindre. Une action avec barrage de route pendant la campagne électorale a obligé le maire à reconnaître leurs revendications et surtout a révélé au public des magouilles municipales qui coûtent cher aux travailleurs.

**A TROIS-RIVIÈRES** ce sont également les travailleurs de la cantine scolaire qui, en se mettant en grève dernièrement ont mis à nu des problèmes dans la gestion de la municipalité, à qui il est également reproché une façon anarchique d'acheter des véhicules pour la commune.

## A QU'IL FAUTE ?

Nous l'avons plusieurs fois écrit dans *Combat Ouvrier*, il y a tout

d'abord le gouvernement français qui, sous prétexte de régionaliser, a diminué les crédits aux municipalités. A Basse-Terre le maire a même parlé cette semaine d'une « erreur » du ministère de l'intérieur dans la répartition de la dotation forfaitaire. Cette erreur entraîne une perte de recette de plus de trois millions de francs pour la commune de Basse-Terre en 1986.

**QUI PAIE ?** A Basse-Terre la municipalité communiste, en votant son budget, prévient les mal-logés qu'elle ne pourra faire grand chose pour eux. Elle annonce également qu'elle fera pression sur les agents de la ville de qui elle exigera davantage, compte tenu des difficultés budgétaires. En quelque sorte, elle demande aux plus démunis de prendre leur mal en patience.

En fait, cette situation est générale. Les employés municipaux savent qu'à tout moment il peut leur être annoncé que leur paie sera divisée par deux ou qu'ils ne travailleront plus qu'un mois sur deux. C'est d'ailleurs pour cette raison que de plus en plus, ils s'organisent pour lutter et comme, à St Claude, mènent des actions solidaires pour exiger leur titularisation.

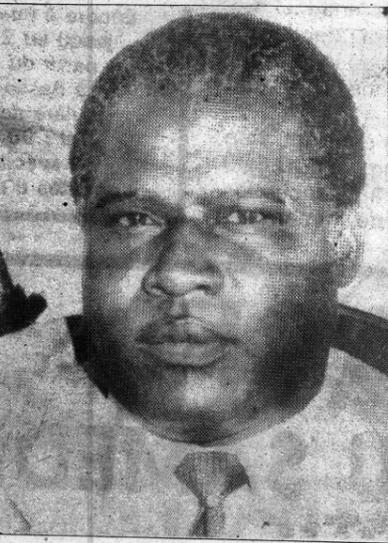
## LES IMPÔTS

Une autre catégorie de personne paie les mauvaises gestions de budgets municipaux. Ce sont les habitants qui voient se maintenir les quartiers insalubres, ceux dont les ordures s'accumulent devant la porte pendant plusieurs jours, enfin ceux qui sont surchargés de toutes sortes de taxes municipales.

Ainsi à Pointe-à-Pitre, lors du dernier conseil municipal, des hausses des impôts locaux ont été annoncées. Bien sûr, tous ces élus se rendent compte que, pour les contribuables, la note sera salée, mais ils se frottent les mains, satisfaits, en disant que pour les impôts locaux, Pointe-à-Pitre est « dans la moyenne nationale ». Comme si c'était un argument ! Pourtant ces gens là lisent les rapports sur le logement en Guadeloupe. N'y ont-ils pas vu que les logements sociaux sont dans un état de vétusté bien en dessous de la « moyenne nationale », que les nouvelles constructions de HLM sont de plus mauvaise qualité que cette fameuse moyenne ? Mais ils persistent à vouloir tromper la population et à dire pour somme toute, tout se passe normalement.

## Guadeloupe : MORNE-A-L'EAU

# Les démêlés du Conseil municipal ou quand la même équipe change de cheval



Abdon Saman, le maire de Morne-à-l'Eau a donc démissionné de son poste de maire comme nous l'annoncions dans notre précédent numéro.

La semaine dernière, le conseil municipal dont la majorité est pourtant du même bord politique que lui, avait refusé de voter le budget 86. Et certains de ses amis, sentant le vent tourner, l'avaient eux aussi lâché.

Pour l'un d'entre eux, Favrot Davrain, cette tactique n'a pas tardé à porter ses fruits, puisqu'il s'est retrouvé maire à la place de Saman. Bien qu'étant un responsable de l'ancien conseil municipal, il a donc

pu se laver les mains des affaires de fausses factures et autres affaires louches, dont Saman est soupçonné.

La partie de la population de Morne-à-l'Eau qui avait commencé à se mobiliser pour exiger le départ de Saman est restée spectatrice. Bien sûr, il y avait une effervescence inhabituelle aux abords de la mairie lors de la séance du 29 mars. Mais l'ancienne équipe de Saman, conduite cette fois-ci par Davrain a pu se remettre en selle sans difficulté.

Il semble donc que la population de Morne-à-l'Eau n'a pas décidé, pour l'instant, de se mêler sérieusement de cette affaire.

Favrot Davrain, le nouveau maire : un clou chasse l'autre !

# La Guadeloupe à l'heure de la Comète de Haley

La publicité sur la comète de Halley a créé un vif intérêt qui s'est manifesté à travers de nombreuses conversations, au sein des familles et surtout parmi les jeunes.

La comète a fait plus d'une personne sortir de son lit au petit jour et parcourir plusieurs kilomètres pour qu'elle soit observée. L'agence Riverain-Tour et la compagnie Migerve ont dû organiser des vols supplémentaires pour mieux apercevoir la comète à 13 000 m d'altitude.

Cette curiosité scientifique s'est également manifestée à l'échelle internationale. Des moyens financiers importants ont été mis au service de l'agence spatiale européenne qui a mis au point la sonde Giotto. C'est cette sonde qui pour la première fois a été à la reconnaissance de la comète le 13 et le 14 mars. Plusieurs sondes d'autres pays ont également étudié la comète.

La comète, petit bloc de glace de 5 km contient outre l'eau, des produits que les scientifiques du monde cherchent à connaître car ils pourraient donner des informations sur les matériaux tels qu'ils étaient à l'origine du monde.

La comète tourne autour du soleil

sur une orbite elliptique. Elle fait un tour en 77 ans. Quand elle se rapproche du soleil on peut donc l'observer mais les rayons du soleil la chauffent et vaporisent une partie du bloc pour donner une queue.

Toute la campagne de presse qui a été faite autour du phénomène a bien sûr suscité l'intérêt, mais il faut dire que l'univers, le cosmos éveillent la curiosité. L'homme n'est pas indifférent à ce que peut livrer tout ce monde de l'espace sur l'origine des planètes et d'autres données scientifiques qui ne peuvent être étrangères à son existence.

# LISTES DE SOUSCRIPTION

## Martinique :

|                    |                    |
|--------------------|--------------------|
| Labo.....150       | Ouvrier net....20  |
| Labo.....150       | Ouvrier net....20  |
| A.S.....50         | Vigile.....100     |
| Ébéniste.....100   | Manipulateur...30  |
| Agent hosp....30   | A.S.....25         |
| Standardiste...25  | Labo.....50        |
| Labo.....20        | Labo.....30        |
| A.J.....250        | M.A.....50         |
| V.M.E.....20       | TDE.....5          |
| Retraitée.....20   | A.S.....106        |
| Pharmacien...100   | D.....20           |
| Pâtissier.....10   | Retraité.....25    |
| B.....30           | Agricult.....20    |
| L.M.....200        | OS2.....100        |
| Empl. de M...7,50  | Etudiante...7,50   |
| Empl. CAF...2,50   | Agent Com...100    |
| Secrétaire.....5   | Enseignant...100   |
| Retraitée.....20   | Empl. CAF...30     |
| Empl. CAF...20     | Ouv. Quillery...14 |
| Rempl. CAF...30    | Chômeuse...7,50    |
| X.....2,50         | Agent de B.17,50   |
| Ouvr. Télép...10   | L.....15,50        |
| B. (PTT).....15    | Retraité.....97,50 |
| X.....15           | Agent hosp....50   |
| Cuisinier.....40   | Cuisiniers...130   |
| D.....50           | Cuisiniers...70    |
| Commis.....20      | Cuisiniers...50    |
| Cuisinier.....20   | Sans prof....20    |
| ASH.....150        | Empl. de C...100   |
| ASH.....50         | ASH.....30         |
| AS.....10          | IDE.....30         |
| X.....50           | AS.....20          |
| X.....30           | IDE.....100        |
| Retraité.....100   | ASH.....20         |
| AS.....50          | IDE.....20         |
| Pêcheur.....50     | AS.....50          |
| Cuisine.....50     | Agriculteur...100  |
| Marchande...20     | Infirmière...50    |
| Aide S.....300     | Ambulanc.....50    |
| Standard.....300   | Informat.....140   |
| Standard.....200   | AS.....150         |
| C.....50           | Labo.....200       |
| Labo.....200       | K.....20           |
| Manipul.....50     | Cadre.....100      |
| Laborant.....100   | Technic.....50     |
| ASH.....10         | ASI.....100        |
| Laborant...150     | Secrétaire...146   |
| Standard.....50    | Surveil.....100    |
| Labo.....50        | Standard...17,50   |
| Labo.....80        | Labo.....150       |
| Labo.....100       | Médicale...100     |
| Standard.....35    | Manipul.....30     |
| Labo.....25        | IDE.....15         |
| IDE.....20         | AS.....20          |
| Ouvrier net...30   | Laborant...150     |
| Ouvrier.....100    | Ouvrier.....200    |
| Informat.....50    | Mécanicien...7,30  |
| X.....22,50        | Chômeur...7,50     |
| Capiton.....20     | Brancardier...50   |
| S.R.....50         | Enseign.....15     |
| Client R-P...14,50 | Symphathis...15    |
| X.....10           | X.....10           |
| X.....5            | P.L.....30         |
| Maryse.....50      | X.....50           |
| X.....50           | Aide S.....20      |
| Rolande.....20     | X.....20           |
| Cultivateur...10   | Manceuvre...50     |
| Georges.....20     | X.....20           |
| X.....10           | FdF.....50         |
| X.....20           | Artisan P...27,50  |
| Chômeuse...20      | Gens de M...15     |
| Cent. hosp. T...30 | PTT.....2,50       |
| VRP.....20         | Chômeur...20       |
| Employé M...20     | Empl. Mun...100    |
| Empl. mun...100    | Plombier.....10    |

|                  |                  |
|------------------|------------------|
| Sans prof....10  | Retraitée.....10 |
| Maçon.....13     | X.....10         |
| X.....10         | Chauffeur...10   |
| Ouvrier Agr...10 | Cais.....10      |
| 4 travail.....19 | Chômeur...10     |
| Metal.....200    | Chauffeur...10   |
| Gardien.....20   | Mecanic.....20   |
| Symphath.....200 | Carreleur...20   |
| Chauffeur.....50 | Chaudron...20    |
| Chauffeur.....30 | Soudeur...20     |
| Chômeur...2,50   | Handicapé...20   |
| Ag. DDASS.7,50   | Ag. DDASS...20   |
| Ag. DDASS...50   |                  |

TOTAL.....952  
NOUVEAU TOTAL.....1886

## Guadeloupe :

|                  |                    |
|------------------|--------------------|
| Agricult.....100 | Empl. de B...100   |
| Empl.....30      | Artisan Boul...100 |
| Empl. de C...20  | Commerc.....100    |
| Ouvrier TP...50  | Artisan.....100    |
| Commerc.....200  | Infirmier...200    |
| Ouvr. Men...100  | Artisan.....200    |
| Enseign.....400  | Empl. de C...400   |
| Femme de S...150 | Commerc.....150    |
| TM.....10        | FM.....10          |
| Centre Hosp...20 | Annick.....20      |
| D.C.....5        | Maçon.....5        |
| Ouvrier.....20   | Empl.....20        |
| Empl. SS...100   | Enseign.....100    |
| Commerc.....100  | Rodrigue.....100   |
| X.....50         | G.....50           |
| Sylvain.....50   | Femme de S...50    |
| ouvrier.....50   |                    |

TOTAL.....266  
NOUVEAU TOTAL.....132

## Émigration :

|                   |                       |
|-------------------|-----------------------|
| Etudiant.....20   | Etudiant.....20       |
| Eric.....20       | Christian.....20      |
| Frantz.....15     | Acheteur CO...15      |
| X.....10          | Employée SS...10      |
| Empl. PTT...150   | Etudiant.....10       |
| Acheteur CO...10  | Un ami d'Haïti...10   |
| Empl. PTT...100   | Travail. AP...100     |
| Plombier.....100  | Soudeur.....100       |
| Vendeuse.....50   | Mécanicien...50       |
| Plombier.....50   | Empl. PTT...100       |
| Caissière.....20  | Serveur.....20        |
| Empl. de B...50   | Empl. de C...20       |
| SNCF.....90       | Travailleur...90      |
| Manip. Rad...200  | Empl. hôp...200       |
| C.....50          | Hôpital.....50        |
| A.S.....50        | A.S.....100           |
| A.S.....50        | X.....100             |
| D.....20          | 2 vendeuses...20      |
| Agent PTT...10    | Sympat. PTT...10      |
| PTT.....20        | A une réunion de...20 |
| U.L.....10        | PTT.....10            |
| Electricien...100 | PTT.....100           |
| Agent.....12      | Sympat. CO...12       |
| Chômeur.....20    | X.....20              |
| Symphathis...110  | Bruno.....110         |

TOTAL.....2445

## (SUITE DE L'ÉDITORIAL)

Mais il est certain que dans cette action en douceur, si on peut dire, rampante, contre les travailleurs, il y a un danger. Parce qu'accepter quelques licenciements par-ci par-là, un peu de flexibilité, l'extension des TUC, à la longue, cela changera le rapport de force. Et plus les travailleurs seront sur la défensive, et plus les patrons s'enhardiront. De mois en mois, d'année en année, on arrivera à une situation où ils penseront un jour qu'ils peuvent frapper plus fort.

Alors, la bonne politique aujourd'hui pour les travailleurs, c'est de se battre sur chaque position, de ne pas accepter les reculs, de ne pas accepter les licenciements, ni les baisses de salaires ouvertes ou déguisées. C'est de ne pas accepter la diminution de la dégradation des services publics, le coup de frein à la construction de logements, etc... Dans chaque cas, il faudrait se battre, dresser des obstacles sur la route des patrons, leur rendre la vie difficile...

Sur tout cela, nous, militants d'organisations politiques liées aux travailleurs, communistes, socialistes, trotskystes, syndicalistes, nous pouvons tenter de voir ensemble ce qu'on peut faire sur ce plan-là, comment riposter aux attaques des patrons. Il s'agit d'ouvrir une discussion, d'établir des liens, des relations qui permettent d'envisager ensemble une telle politique commune face au patronat. Encore faut-il que tous ceux qui en parlent soient bien décidés à le faire, et bien décidés à ne pas accepter les diktats du patronat, à le faire reculer sur ses positions.

Guadeloupe :

## Grâce à la passivité du syndicat Paulin a pu licencier 17 employés.

Le préavis fixé pour les 17 employés des Ets Paulin arrive à son terme au début de ce mois.

Les licenciements avaient été demandés par Paulin pour raison économique. Et ces jours-ci, se sont donc 17 personnes dont la plupart ont plus de cinq ans d'ancienneté qui sont jetées à la rue.

Les employés des deux magasins (Abyes et Pointe-à-Pitre) avaient toujours été opposés à ces licenciements et l'avaient montré en se regroupant à plusieurs reprises devant le magasin et aussi au local de la CGTG, pour en discuter.

Mais ils se sont laissés entraîner dans un piège.

Ils ont laissé leurs représentants s'embarquer dans une procédure de contrôle de la régularité de ces licenciements. Alors, les délégués ont passé de longs mois à se renseigner auprès de l'inspection du travail ou autres organismes pouvant leur donner des renseignements.

Mais, si ces démarches pouvaient ne pas être inutiles, il était tout à fait faux

de croire qu'elles pouvaient permettre d'aboutir à empêcher Paulin de licencier. Et il est bien certain que pendant que les délégués se laissaient en démarches fastidieuses, Paulin, lui, était en contact direct avec l'inspection du travail. Cela lui permettait de présenter un dossier bien « solide », lui garantissant l'acceptation des 17 licenciements demandés.

Par ailleurs, les démarches entreprises sous les conseils du syndicat, n'étaient pas faites en relation avec le maximum d'employés, ceux-ci se sentirent de plus en plus en dehors du coup.

Et en définitive, lorsque les premières lettres de licenciement furent adressées, les employés n'étaient pas du tout mobilisés et espéraient simplement ne pas faire partie des licenciés.

Aujourd'hui, il existe une certaine amertume parmi les employés. Ils ont l'impression d'avoir été trompés par un patron retors, mais aussi par le manque de perspectives de lutte du syndicat CGTG qui se préoccupait plus d'essayer

de faire appliquer la loi sur le contrôle des licenciements par l'inspection du travail. Certains se disent aussi qu'il aurait été nécessaire de compter sur eux-mêmes en priorité, sans laisser s'installer une mauvaise ambiance entre eux.

Mais, ce n'est pas dit qu'ils se contentent d'avoir des remords. Car le travail effectué par les 17 licenciés, va, dans les jours qui viennent leur retomber directement sur le dos. Il ne s'agira pas alors de gémir, mais de voir quelles mesures sérieuses, il leur sera possible de prendre.

D'ores et déjà, les employés n'ont pas laissé Paulin mettre en application sa mesure d'ouverture du magasin le dimanche matin comme il l'entendait. Et bien que ce patron se croit très malin, il a eu à faire face à plusieurs accrocs. Et le jour prévu du démarrage, il a dû faire marche arrière.

Dans cette affaire de licenciement, les employés des Ets Paulin ont assurément perdu une manche, mais ils ne se sentent pas défaits.

Guadeloupe :

## Fin de la grève des employés de mairie de Morne-à-l'Eau

Les démêlés existant au sein du conseil municipal de Morne-à-l'Eau ont permis aux employés municipaux de tirer leur épingle du jeu.

Le budget 86 n'ayant pu être voté lors des séances prévues en mars 86, les employés de mairie s'étaient mis en grève le lundi 24 mars pour exiger que leurs revendications soient examinées.

Sans doute pour calmer les esprits quelque peu échauffés, le nouveau maire Favrot Davrain a donc décidé de leur donner satisfaction. En particulier il a annoncé la titularisation d'une vingtaine d'employés ayant

plus de sept ans au service de la commune. Il a annoncé aussi la suppression du poste de 2<sup>e</sup> secrétaire adjoint qui n'aurait pas dû exister car le nombre d'habitants de Morne-à-l'Eau est inférieur à 20 000.

Ce mouvement de grève avait touché l'ensemble des employés communaux, ceux de la police, mais aussi les employés de nettoyage et d'entretien. Mais si les premières mesures prises ont entraîné un arrêt de la grève, il n'est pas sûr qu'elles suffisent à régler les multiples problèmes que connaissent ces employés.

Martinique :

## 13e anniversaire de Monoprix : ILS NOUS PARLENT DE GÂTEAU, MAIS PAS DE LA GALETTE...

Le supermarché Monoprix fête à grand renfort de publicité son 13<sup>e</sup> anniversaire et pour l'occasion nos promoteurs de la consommation ont mis le paquet. Tous les placards publicitaires de l'île annonçaient l'événement : « les 13 jours de folie » le boum sur les prix etc...

Et pour fêter l'événement, un gâteau fit l'actualité du journal quotidien de la place. On en parla en long et en large de ses 310 œufs, de ses 15 kg de pâte, de ses 12 m de haut de ses 8 kg de crème et de son poids de 300 kg. Mais c'était tout ce qu'on pouvait savoir sur l'anniversaire du Monoprix Dillon.

Notre commentateur ne fit point état du chiffre d'affaire de la société qui vit sa surface de vente passer de 2.500 à 3.000 m<sup>2</sup> ce qui on s'en doute est le résultat d'une évolution de ses ventes et de ses bonnes affaires réalisées. On se gardera de nous rappeler les hausses brutales de prix dont les grandes surfaces sont les principaux artisans tant dans le domaine de l'alimentation que dans celui des produits manufacturés. Augmentation se chiffrant entre 7,1 et 8,6 % selon les données des 12 derniers mois.



Mais de ces super profits le Monoprix est bien coutumier. N'avait-il pas grimpé très rapidement à la 4<sup>e</sup> place du hit parade des supers marchés de cette chaîne de consommation pour l'ensemble de la France, dès ses premières années ? Le secret disait-on était la fabuleuse marge bénéficiaire réalisée par le

groupe commercial.

Mais soulever ce voile éclairerait sans doute mieux sur la toute première réalité du Monoprix et c'est bien ce qui a généré notre plume local qui a plutôt cherché à ouvrir une trappe pour laisser disparaître sous l'anecdote simplette du gâteau une fabuleuse affaire de galette.

BANQUES :

## Des licenciements en perspective

Les entreprises bancaires s'apprentent à licencier. Selon certaines études, ce sont 35 000 emplois qui devraient disparaître dans le secteur bancaire, et 100 000 en comptant les assurances et les mutuelles.

Le Crédit du Nord, qui emploie 10 000 personnes, vient d'annoncer la suppression de 500 emplois par an, dès 1986. La BNP, qui emploie 46 000 personnes, a déjà supprimé 600 emplois en 85, et devrait en supprimer encore 600 en 86, pour

atteindre les 2000 suppressions en 88. Trente guichets devraient disparaître en 86. La Société Générale emploie 34 000 salariés. Elle prévoit de supprimer 2 700 postes d'ici 1988. Le Crédit Agricole a supprimé 1 400 postes en 85. Il y a eu 10 % de baisse des effectifs sur 5 ans. Le Crédit Lyonnais envisage de supprimer 500 postes par an etc...

La crise touche le secteur bancaire, qui comme les entreprises de production avant lui, cherche à y faire face en supprimant des em-

ploi.

Les directeurs de ces banques ont envisagé une éventuelle baisse de la durée du travail comme possible, mais à condition qu'elle soit accompagnée d'une baisse de salaire.

Les employés de banque en Guadeloupe et Martinique seront aussi touchés par ces licenciements. Ils sont menacés dans leur emploi et dans leur salaire. Ils ont donc tout intérêt à se préparer à risquer pour que ces menaces ne soient pas mises en application.

Guadeloupe :

## CENTRE HOSPITALIER L'EMPLOI DE CERTAINS EMPLOYÉS DE LA MAINTENANCE EST MENACÉ

La direction du Centre hospitalier a signifié à celle de la Maintenance, qu'en raison des difficultés financières que l'hôpital connaît, elle ne serait plus en mesure de maintenir la totalité du personnel d'entretien et voudrait le diminuer de 30 %.

Il y aurait donc des licenciements dans l'air à la Maintenance, car le directeur de cette société, qui a déjà montré son arrogance lors d'une grève des employés qui a duré quatre mois, ne s'inquiètera certainement pas du sort des employés que l'hôpital n'embaucherait plus.

Les employés de la Maintenance qui travaillent à l'hôpital sont décidés à ne pas céder. De toute façon, ces employés travaillent à l'hôpital, et devraient donc être des travailleurs hospitaliers à part entière,

payés par l'hôpital, et non par une société de sous-traitance comme la Maintenance.

Ce n'est pas la première fois que la direction de l'hôpital se plaint de difficultés financières pour en faire porter le poids aux travailleurs.

C'est que l'hôpital est un service public, et qu'au niveau de l'Etat, on applique la même politique que la direction de l'hôpital applique à son niveau.

Le gouvernement au service des capitalistes veut faire supporter par les travailleurs le maximum de la crise économique qui sévit actuellement. Entre autres mesures, l'Etat a donc réduit la part du budget qui revenait aux services publics comme les hôpitaux, les écoles et autres.

C'est cette politique organisée par les riches qui retombe aujourd'hui sur des employés de la Maintenance

## Indemnisation des Chômeurs : ÇA NE S'ARRANGE PAS.

Après le 31 mars 1986, le système d'allocation-chômage est modifié. Ce qui apparaît est qu'avec la nouvelle convention signée entre patrons et syndicats, 1,5 milliards seront économisés par l'assurance-chômage. Ainsi les patrons qui en 1984 avaient crié haut et fort que le chômage leur coûtait trop cher doivent être satisfaits. Aujourd'hui ils réussissent à faire des économies sur le dos des chômeurs. Pis, ils annoncent clairement qu'en 1986 et 1987 il y aura 360.000 chômeurs de plus et que ces économies sont donc indispensables pour faire face à cette augmentation.

La diminution annoncée sur l'allocation-chômage est certes faible, celle-ci passant de 42 % à 40 % du salaire antérieur de référence. Mais pour un chômeur, 100 F de moins par mois constitue une grosse perte. Cette diminution pénalise essen-

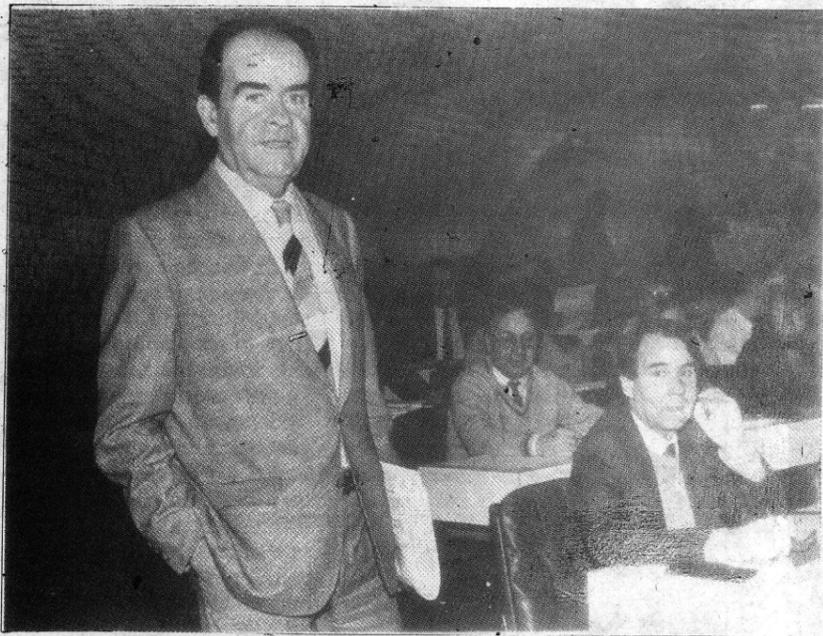
tiellement les chômeurs de courte durée puisqu'elle touche l'allocation-chômage de base. Les nouvelles modalités prévoient un allongement de la période de paiement de l'allocation de base, en particulier pour les chômeurs de plus de 50 ans (trois mois de plus). Toutefois la durée totale d'indemnisation d'un chômeur reste la même. Elle diminue même de un mois pour les chômeurs de moins de 50 ans.

On est loin aujourd'hui des indemnités à 90 % pour les licenciements économiques. Celle-ci ont fondu pour arriver au régime général d'aujourd'hui.

De telles dispositions constituent un avertissement pour les travailleurs. Les licenciements vont augmenter, la durée du chômage pour chaque chômeur également.

Tout cela constitue les intentions des capitalistes. A nous de ne pas les laisser faire.

# FRANCE : La crise au sein du Parti Communiste Français



Georges Marchais - Pierre Juquin

connus du PC, ont décidé eux aussi de faire des critiques à la direction. Si on en croit la presse (Europe n° 1), la contestation toucherait aussi les milieux cégétistes dans certaines grandes entreprises. Nous n'avons aucune information qui nous permette de savoir jusqu'à quel point les travailleurs membres du PC reprennent ou ne reprennent pas les critiques qui sont faites à la direction, ou s'ils en font d'autres.

Mais ce qu'on peut dire, c'est que la contestation actuelle met en mouvement des gens qui ont l'air surtout de reprocher au PC de ne pas avoir de perspectives de gouvernement, et de ne pas se transformer suffisamment en parti capable, aux côtés du PS, de jouer un rôle de parti totalement acceptable par la bourgeoisie. Mais dans les critiques qui sont faites, il y a aussi des gens qui réclament des discussions et des débats, qui mettent en cause l'infaillibilité de la direction.

Est-ce-que, les critiques de droite se développant, des critiques de gauche ne vont pas apparaître, ou est-ce-que la direction réussira à se poser en défenseur de la classe ouvrière, face à des critiques qui seraient taxées de « social-démocratie », à tort ou à raison ? La crise actuelle va-t-elle véritablement aboutir à des discussions approfondies, à une remise en cause de l'ensemble de la politique du Parti Communiste Français, non seulement du point de vue de ceux qui veulent une social-démocratisation plus rapide et plus complète, mais également du point de vue de ceux qui chercheraient une politique plus juste pour la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Si une telle crise aboutissait à faire apparaître au sein du PC la volonté chez quelques milliers de militants de ce parti de retrouver la tradition révolutionnaire qui était la sienne dans les années 20, on pourrait dire que cette crise aura servi à quelque chose pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais la route est longue entre les crises ou mini-crisis lancées par les actuels « rénovateurs » du PCF, et la véritable discussion sur les idées révolutionnaires. Mais pour la classe ouvrière, il sera indispensable d'y parvenir. Quel que soit le temps que ça prendra.

à régler ses crises de façon interne, sans qu'il n'en apparaisse grand chose en public.

Aujourd'hui, il en est autrement, et les contestataires semblent avoir gagné du terrain, depuis les premiers remous d'après les élections européennes.

Il faut dire que la presse bourgeoise, les médias font tout pour lui donner de la publicité. Et cela d'autant plus que ce que disent les contestataires ne présente rien de dangereux pour la société en place !

Ce qui a fait apparaître la crise, c'est non seulement la baisse des résultats électoraux du PC, mais le fait que le PC soit sorti du gouvernement de gauche pour enrayer cette baisse, et que cela n'ait servi à rien. Aujourd'hui, avec 9,8 % des voix aux législatives, le PCF a enregistré son plus mauvais score depuis plus de 60 ans. (9,5 % en 1924 et 8,4 % en 1932).

La politique inaugurée après la sortie du gouvernement n'a donc pas porté ses fruits, et bien évidemment, comme souvent dans de telles circonstances défavorables, ceux qui avaient eu leurs critiques jusque là, les ont reprises. Ce sont surtout les gens comme Pierre Juquin, Félix Damette, Rigout (ancien ministre) qui se mettent en avant. Mais il semble que d'autres, comme Claude Llabres, Ralite, Lucien Sève, qui sont des dirigeants

La presse bourgeoise française est très intéressée par les problèmes qui sont apparus au sein du PCF (Parti Communiste Français) tout de suite après les résultats des élections du 16 mars. Ce qui intéresse beaucoup les commentateurs qui en parlent, c'est un éventuel effondrement du PC. L'intérêt porté à la crise du PC par ces commentateurs serait tout à fait du genre : « le malade en a-t-il encore pour longtemps » ? Toutes les précautions étant déjà prises pour se préparer à l'enterrement ! Pour nous, militants révolutionnaires, le problème ne se pose pas de la même façon, car à travers la crise du PCF et dans le PCF, ce qui est en cause, c'est l'avenir de dizaines de milliers de militants ouvriers sincèrement communistes, dévoués à la cause de la classe ouvrière, et qui peut-être aujourd'hui se posent des problèmes. A ces militants là, nous ne souhaitons pas l'effondrement de leur parti. Simplement, nous pensons que toute crise dans un parti ouvrier doit ouvrir de nouvelles perspectives.

Qu'il y ait aujourd'hui une crise au sein du PC, cela n'a rien de surprenant ni d'anormal. Une organisation groupant des centaines de milliers de personnes ne peut pas vivre sans crise. Ce qui est nouveau, aujourd'hui c'est la publicité donnée à cette crise. C'est que dans le passé, le PCF avait toujours réussi

Vive LA FÊTE de

COMBAT OUVRIER

A'EDEN!  
(DAUBIN)  
Petit Bourg



SAMEDI 3  
ET  
DIMANCHE  
4 MAI

Dimanche 4 mai

Samedi 3 mai

Conserver les deux volets : exigés à l'entrée.

La fête de Combat Ouvrier se déroulera les samedi 3 et le dimanche 4 mai dans les jardins de l'EDEN à Daubin Petit-Bourg.

Ce cadre très agréable permettra que ce rassemblement populaire et sympathique soit un succès.

En plus d'un accueil fraternel, les participants pourront visiter des expositions de panneaux, de livres. Ils pourront déguster certaines spécialités culinaires, des boissons présentées à des prix modiques. Et des artistes se produiront pour le plaisir de tous. Dans la soirée du samedi, sera organisé un bal.

Le dimanche midi sera organisé un repas fraternel. Les personnes qui veulent y participer peuvent se procurer la carte-repas dès maintenant auprès de nos militants.

La fête de Combat Ouvrier, c'est aussi une fête politique de tous ceux qui aspirent à un change-

ment radical de cette société.

Ce sera aussi un moment de liberté ou il sera possible de débattre et de s'informer de nombreux sujets.

Acheteur du journal sympathisant, ami, dès aujourd'hui procure-toi ces cartes auprès de nos militants. Parles-en à tes amis.

## ABONNEMENT

|            | 6 mois | 12 mois |
|------------|--------|---------|
| Guadeloupe | 50 F   | 100 F   |
| Martinique | 50 F   | 100 F   |
| France     | 70 F   | 140 F   |

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de ..... mois.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

ci-joint la somme de ..... F  
règlement par chèque adressé à  
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication  
G. BEAUJOUR  
Adresse

toute correspondance  
EN GUADELOUPE  
COMBAT OUVRIER  
S/C Gérard BEAUJOUR  
B.P. 214

97156 POINTE-A-PITRE CEDEX  
EN MARTINIQUE  
B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE  
EN FRANCE écrire à  
COMBAT OUVRIER  
M. DUFEAL  
B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX  
IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.  
Commission paritaire  
51728

### CENTRAFRIQUE :

## UN AVION MILITAIRE FRANÇAIS S'ÉCRASE SUR UNE ÉCOLE : Le terrorisme des grands

Jeudi 27 mars, un avion militaire français, un Jaguar, s'est écrasé sur un quartier populaire de la capitale centrafricaine, Bangui. A cet endroit se trouve une école. La catastrophe a fait sur le coup 25 morts et 10 blessés, dont de nombreux enfants. Neuf blessés gravement brûlés ont été transportés sur Paris à bord d'un DC8 de l'armée pour y être soignés, mais certains ont déjà succombé à leurs blessures et le chiffre actuel des morts s'élève à 35.

Bangui, capitale du Centrafrique, ont basés 1 500 militaires français, qui mettent en danger la vie de la population. Le ministre de la Défense a précisé que si les brûlés avaient dû être transportés sur Paris, c'est que « les conditions de traitement des grands brûlés ne sont

pas correctement remplies » dans les hôpitaux de Bangui.

C'est donc là le choix que fait l'impérialisme français : il entretient 1 500 militaires en Centrafrique, du matériel de guerre, mais après un terrible accident, il n'y a pas d'hôpital suffisamment équipé pour soigner ses victimes !

Pourquoi tous ces militaires, ce matériel basé à Bangui ? C'est que cette ville sert de plaque tournante, d'où les avions militaires français peuvent décoller et aller réprimer sans perdre de temps toute manifestation de révolte qui risquerait de déstabiliser les dictateurs africains en place et aussi menacerait les intérêts de l'impérialisme français en Afrique, aussi bien en Centrafrique que dans des pays voisins, Tchad, Cameroun, Soudan etc...

### Émigration :

## UN JEUNE ANTILLAIS PASSÉ A TABAC

les policiers d'un commissariat de Paris n'ont pas hésité à frapper sauvagement un jeune tout simplement, semble-t-il, parce qu'il était « de couleur ».

Ce jeune a été accusé par une vieille dame de lui avoir volé son sac. Alors même que ce jeune affirmait son innocence, les policiers se sont emparés de lui, et, au commissariat, l'ont cogné contre le mur, les meubles, l'ont jeté par terre, sautant à pieds joints sur son corps. Ce jeune souffre actuellement de blessures et de traumatisme au crâne.

Ce fait serait sans doute passé inaperçu si le père du jeune n'était un blanc qui a décidé de porter plainte.

Celui-ci a en effet déclaré aux radios que les policiers se vantaient « d'avoir voté le Pen et de ne pas aimer les gens de couleur ». Le MRAP (mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix) a aussi commencé une action contre ces agissements criminels.